

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
 Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

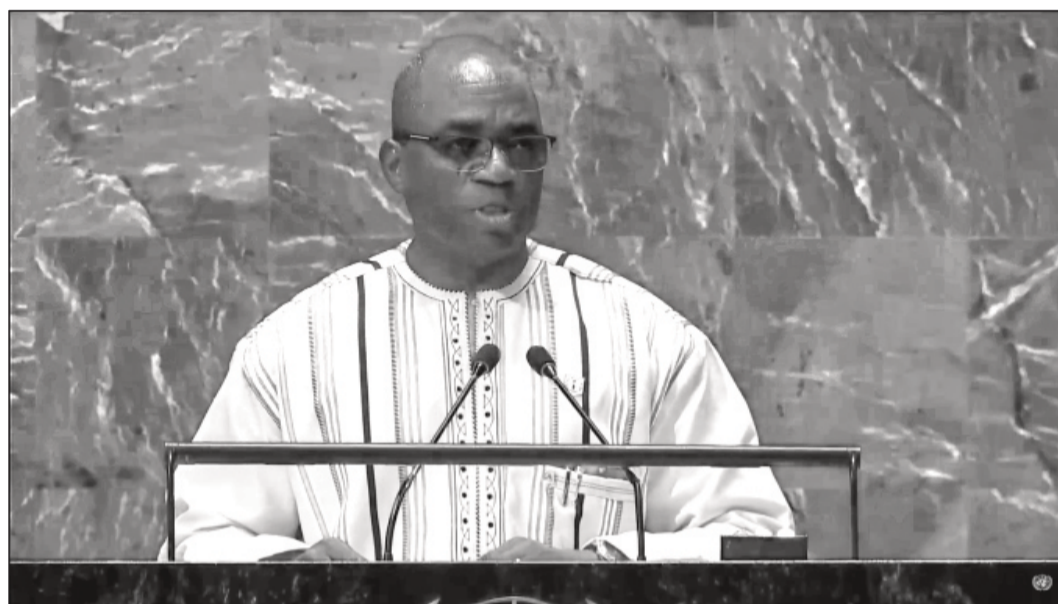
«Ô Liberté! Que de crimes on commet en ton nom!»

Intervention du Ministre d'Etat du Burkina Faso, Bassolma Bazie, lors de la 78^e Assemblée Générale des Nations Unies, New York, du 16 au 24 septembre 2023

pk. Le discours de Bassolma Bazie, représentant le Burkina Faso à l'ONU, lors de sa 78^e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, à New York, a eu un grand retentissement dans le débat public africain, tandis qu'il était presque entièrement négligé du côté des médias occidentaux. Son discours s'étend loin de la perspective nationale, commentant les événements récents dans son pays, dans le Sahel et en Afrique tout court. Il le fait en recourant à l'histoire récente, notamment des pays du Sahel, non sans insister sur les crimes que les grandes puissances de ce monde ont perpétré sur le sol africain, et sur ceux qui y sont pérennes. Dans ce contexte, l'orateur n'a pas hésité de confronter l'auditoire et ainsi le monde entier avec des reproches de poids, notamment à l'adresse de ceux qui continuent de se gérer en «maîtres du monde». L'intervenant, une des voix émanant de cette nouvelle conscience de soi qui semble actuellement animer l'Afrique, ne se contente pas d'accuser, mais dresse un bilan qui est pourtant orienté vers un meilleur avenir africain et du monde entier dont les contours se dressent de plus en plus claires.

Le compte-rendu du discours suit ses grandes lignes, citant l'intervenant autant que possible!

Tout d'abord, Le Ministre d'Etat du Burkina Faso, M. Bassolma Bazie, affirme qu'il parle devant cette honorable audience au nom du Capitaine Ibrahim Traoré, Président du gouvernement de transition et Chef d'Etat du Burkina Faso. Avant d'entrer dans le vif de son intervention, il s'incline devant de grands leaders africains qui, «par leur engagement, leur détermination et leur esprit de sacrifice, ont fait lever les rêves et les espoirs en une société humaine juste et équitable: Fidel Castro, Patrice Lumumba, Kwamé N'krumah, Modibo Keita, Ruben Um Nyobé et Félix Moumié, Sylvanus Olympio, Che Guevara, Martin Luther King, Malcolm X, Nelson Mandela, Jomo Kenyatta, Amilcar Cabral, Marien Ngouabi, Thomas Sankara et tant d'autres.» Et d'ajouter: «Pour la plupart, ces leaders ont souffert pour leurs idées, été emprisonnés,



Le représentant du Burkina Faso, Bassolma Bazie, Ministre d'Etat, lors de son intervention à la 78^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, 23 septembre 2023 (screenshot)

parfois même exécutés ou assassinés. Pour tous, leur seul crime a été d'incarner les rêves, les ambitions, l'espoir de peuples meurtris! [...]

Le profond fossé entre les paroles et les faits

L'orateur précise le sens de son intervention en ces termes: «Ma présence, au nom du Burkina Faso, «Pays du peuple fier et droit»², à cette illustre tribune des Nations Unies, n'a pas pour but de me plaindre ou me lamenter. Je ne suis pas non plus ici pour prononcer un discours de convenance. J'ai en revanche été mandaté pour dénoncer les mensonges d'Etat, l'hypocrisie diplomatique, l'avidité du pouvoir, la recherche effrénée du profit, l'esprit démoniaque de domination et d'exploitation de l'homme par l'homme, [attitudes et orientations] qui sont les vraies plaies qui gangrènent notre vivre-ensemble et pourraient causer la perte de notre société toute entière, y compris donc celle de l'ONU.»

Le ministre burkinabè cite Lula da Silva, le président brésilien, avec ses propos, tirés de son intervention précédente: «Il existe de grandes divergences entre nos paroles et nos

agissements. [...] Ce ne sont pas les capacités qui font défaut, mais la volonté politique. En conséquence, l'ONU doit jouer son rôle de plaidant pour un monde solidaire et juste, tel qu'il est défini dans les principes de la charte de l'ONU.»

L'orateur illustre le profond fossé entre la parole et les faits, notamment de l'ONU, en rappelant la cas de Lybie. «Si l'on s'en tient à l'essence même de ses paroles prononcées, on voit clairement que les inégalités dans le monde sont voulues, et qu'avec un minimum de courage et de volonté politique nous pourrions, à défaut de les éradiquer, les réduire en grande partie. Chaque année en effet voit éclore de beaux discours, tout comme de belles promesses et de grands engagements. D'un côté, il y a des mots – les principes figés dans la Charte de l'ONU dont la justice, l'égalité, la dignité, l'intégrité, le droit à l'autodétermination, la souveraineté des Etats, l'inviolabilité du territoire et le respect du droit international – et, de l'autre, les faits réels, quand on constate ce qui se passe en Lybie, dans le Sahel (précisément au Niger) et dans le conflit russo-ukrainien.

Tout d'abord en Lybie, où les inondations catastrophiques ont entraîné des milliers de

morts, la catastrophe originale s'était produite en 2011 déjà, lors des événements tragiques qui ont semé le chaos en Lybie en éliminant le chef de l'Etat, déchaînant le chaos qui s'en est suivi. [...] Cette catastrophe s'est produite sous l'égide de l'ONU, sous couvert de la résolution 1970³, et l'approbation silencieuse, voire la complicité de la CEDEAO⁴ et de l'Union Africaine. Cette regrettable intervention, déclenchée par Nicolas Sarkozy, a provoqué la chute puis l'élimination de Mouammar Kadhafi, le 20 octobre 2011, et comme trop souvent, c'est la population, en l'occurrence le peuple libyen, qui en a fait les frais: on ne peut donc que se féliciter que cela n'ait pu se reproduire au Niger qui risquait pourtant de devenir une Lybie-bis. [...]

Aujourd'hui, il nous faut hélas refaire ce navrant constat: malgré tous les beaux discours prononcés à cette respectable tribune, invitant au respect de la charte de l'ONU et du droit international, les représentants du Niger ont été pratiquement interdits d'accès au siège des Nations Unies. Le Burkina Faso condamne fermement cette manœuvre sordide qui relève de pratiques dépassées. Il faut donc à nouveau souligner l'importance pour l'ONU de son indépendance vis-à-vis de toute ingérence venant de quelque pays que ce soit.

Les grandes organisations doivent se replier sur leur véritable raison d'être

Les leaders panafricains qui se sont battus pour l'unité du continent, nos grands-parents tombés sous les balles des colons, tous les enfants d'Afrique qui se sont sacrifiés pour l'honneur du continent en luttant contre le colonialisme et le néocolonialisme, ont dû se retourner dans leur tombe en entendant qu'une poignée d'égarés mettaient le Niger à la merci de l'envahisseur. [...]

Oui, cher Continent Africain, je lance ici même un appel vibrant et solennel aux peuples Sénégalais, Béninois, Nigérien, Ghanéen, Tchadien, Ivoirien, Comorien, Bissao-Guinéen et tous les peuples d'Afrique qu'ils se mobilisent avec nous dans la fraternité et la solidarité africaine afin d'éviter une nouvelle em-

suite page 2

A nos lectrices et nos lecteurs

Le 11 octobre 2023, l'hebdomadaire *Die Weltwoche* a rapporté que le Service de renseignement de la Confédération suisse (SRC) avait enregistré notre bimensuel *Zeit-Fragen/Horizons et débats* par une soi-disant «notice brève», datée du 29 septembre 2023. L'hebdomadaire suisse *Die Weltwoche* dénomme ce document, à juste titre, une «fiche». Nous disposons d'une copie de cette «notice». Les autorités y prétendent que *Zeit-Fragen* diffuserait de la «désinformation» et de la «propagande russe». Ce jugement grotesque y figure sans aucun renvoi à la réalité des faits.

Le reproche est péniblement accroché à un article de Scott Ritter, ressortissant états-unien, paru d'abord aux Etats-Unis, début septembre 2023, traduit et publié ensuite aussi par l'hebdomadaire suisse *Weltwoche* ainsi que par *Zeit-Fragen/Horizons et débats*. Ritter y valorise la neutralité suisse ainsi que son importance pour la paix dans le monde. Dans ce contexte, il critique vivement la tentative de l'ambassadeur américain résidant actuellement en Suisse, Scott Miller, de s'immiscer, recourant à la pression massive et en ouverte infraction des usances du code diplomatique, dans les affaires intérieures de la Suisse.

Scott Ritter était officier de l'infanterie de marine américaine et inspecteur des armes auprès de l'ONU. A partir de 2003, depuis l'attaque des Etats-Unis contre l'I-

rak enfrenant le droit international, il s'est fait critique de renom international de la politique étrangère américaine – notamment par son réel attachement à son pays.

Scott Ritter avait rédigé son article après s'être rendu en Suisse pour y donner des conférences et s'être entretenu, avec de nombreux citoyens suisses, sur la neutralité. Il s'est montré indigné par les attaques de son pays, les Etats-Unis, contre la neutralité. Les frais de voyage et les dépenses ont d'ailleurs été pris en charge par les citoyens suisses ayant invité Ritter (et non pas par la Russie, comme l'imagination quelque peu fertile de certains cercles voudrait le suggérer).

De cet état de fait, nous retenons ceci:

- Le fichage accompli contre nous, mis en action par le SRC, constitue une violation flagrante de la liberté d'opinion et de la liberté des médias, garanties par les droits de l'homme et par la Constitution fédérale suisse (articles 16 et 17, voir ci-dessus).
- Depuis des années, près de 90% des citoyens suisses se prononcent en faveur de la neutralité suisse. Issue essentiellement de la longue histoire de la Confédération, notre neutralité fait partie du noyau politique de notre Etat fédéral. Actuellement, elle se

trouve cependant massivement attaquée par certains milieux. En fichant *Zeit-Fragen/Horizons et débats*, le SRC se fait manifestement le larbin de ces milieux.

- Où en sommes-nous aujourd'hui lorsque l'affirmation de notre neutralité est qualifiée, par notre propre service de renseignement suisse, comme étant de la «désinformation» et de la «propagande russe»? Il s'agit là d'un scandale politique et constitutionnel de premier ordre qui, en plus, manifeste le pitoyable niveau de la performance de certaines autorités de notre pays.
- L'origine des pressions est connue. Les moineaux le disent sur tous les toits. Ce n'est en toute évidence pas de Russie qu'elles nous arrivent.
- *Zeit-Fragen/Horizons et débats* défend une éthique du journalisme selon laquelle, dans une société démocratique, il est exclu qu'une seule opinion s'exprime, mais qu'au contraire, différents points de vue et appréciations ont droit d'accès au libre débat public. Ce débat présume le pluralisme du paysage médiatique ainsi que la liberté de la presse sans entraves, sinon la discussion, élémentaire à la démocratie, est suffoquée. Nous nous sommes délibérément organisés en coopérative en nous engageant tous

bénévolement, car nous tenons à notre indépendance – y compris financière – et à la liberté d'expression. Ce qui fait que nous ne nous laissons pas embriquer, par n'importe qui.

Rédactions *Zeit-Fragen/Horizons et débats*

Deux articles de la Constitution fédérale suisse:

Art. 16, Liberté d'opinion et d'information

- 1 La liberté d'opinion et la liberté d'information sont garanties.
- 2 Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion.
- 3 Toute personne a le droit de recevoir librement des informations, de se les procurer aux sources généralement accessibles et de les diffuser.

Art. 17, Liberté des médias

- 1) La liberté de la presse, de la radio et de la télévision, ainsi que des autres formes de diffusion de productions et d'informations ressortissant aux télécommunications publiques est garantie.
- 2) La censure est interdite.
- 3) Le secret de rédaction est garanti.

Survivre en Syrie

Rencontres sur les marchés de Damas

par Karin Leukefeld, Damas

A l'écart du large Mezzeh Highway se trouve Scheich Saad, un marché apprécié dans la vieille partie de Mezzeh, quartier de Damas. Le highway relie le centre-ville de Damas à l'autoroute qui mène à Beyrouth. A droite et à gauche de la route très fréquentée se trouvent d'immeubles de plusieurs étages, des écoles et les bureaux de sociétés de téléphonie mobile syriennes, le Palais de justice, un complexe de sport et des bâtiments du gouvernement. Juste avant d'arriver à l'autoroute pour Beyrouth, sur la gauche, on tombe sur un quartier d'habitation où beaucoup d'ambassades avaient leurs résidences dans le temps.

Au pied de la colline sur laquelle se trouve le Palais présidentiel, l'école française, un hôpital, des mosquées, le Vieux-Mezzeh se cache, il est à peine visible, – les indigènes qui sont en route ici donnent l'impression d'être tranquilles et placides.

A l'époque, on pouvait faire de bonnes affaires sur le Scheich Saad, dit monsieur Maher, qui dirige un magasin de vêtements d'hommes depuis 2000. Quand on lui demande comment vont ses affaires aujourd'hui en comparaison à sa situation de l'époque, il nous regarde, incrédule. «En comparaison à l'époque? Vous ne pouvez absolument pas comparer les temps d'avant avec ce qui se passe aujourd'hui» nous dit-il en secouant la tête. «Aujourd'hui les gens vivent au jour le jour, par la main de Dieu. Avant, nos affaires allaient si bien que nous aurions pu acheter un nouveau magasin par années.»

Une clientèle du monde entier est passée par les marchés, les textiles syriens étant connus pour leur bonne qualité dans le monde entier. Seulement 25 pourcent de la marchandise venaient de l'étranger, tandis que 75 pourcent des chemises vendues provenait de production syrienne. «On pouvait exaucer tous nos désirs et ceux de nos enfants», dit monsieur Maher en restant un moment plongé dans ses mémoires. «Aujourd'hui les gens sont occupés de se procurer de la nourriture pour la famille. Aujourd'hui on ne fait que survivre.»

Pas d'énergie, pas de matière brute, pas de travailleurs, pas de commerce

Sans l'aide des proches à l'étranger, vivre en Syrie ne serait plus possible, dit le marchand de textiles. «C'est pareil en Syrie, au Liban et pour les réfugiés d'où qu'ils soient.» Personne ne veut investir en Syrie ou n'as pas les moyens de le faire, les entreprises font faillite. «Il n'y a pas d'exports, on n'importe plus rien.» Le commerçant lève les bras, et questionne: «Les usines n'ont pas d'énergie, pas de matières brutes, pas de travailleurs et ne peuvent pas réparer leurs machines – que faire alors?» Le commerce, en plein essor avant 2011, s'est effondré. «D'abord la guerre, ensuite le siège, les sanctions économiques, l'inflation.» Avant, la société syrienne s'est engagée pour les siens, et les gens s'aidaient. Aujourd'hui chacun ne pense qu'à soi et à sa survie. La réputée production de textiles de Syrie s'est effondrée. Le bon coton, cultivé depuis les années 1950 à l'est de la vallée de l'Euphrate, est aujourd'hui vendu en Irak du nord ou en Turquie par les Forces démocra-



«Se comporter comme une famille». Monsieur Schadi (à gauche) et ses collaborateurs ne vendent plus beaucoup leur viande d'agneau. (photo Karin Leukefeld)

tiques syriennes, dirigées par les Kurdes et par des commerçants coopérant avec eux. Les entreprises à Alep ne reçoivent rien et doivent importer le coton de l'Inde et du Pakistan à des prix élevés. Les entreprises syriennes ne peuvent plus livrer la même qualité de tissus qu'avant, confirme aussi Maher, marchand de textiles, la production ayant nettement diminuée.

«Regardez dehors sur le trottoir, des magasins d'habits de seconde main à gauche et à droite. C'est là que les gens font leurs achats actuellement, parce que ils n'ont plus d'argent pour une chemise ou un pantalon de bonne qualité.» Chez Mahler, les chemises pour hommes coûtent entre 130 000 et 150 000 livres syriennes, l'équivalent à 10 et 12 euros; le T-shirt la moitié. Une très bonne chemise s'élève jusqu'à 200 000 livres syriennes.

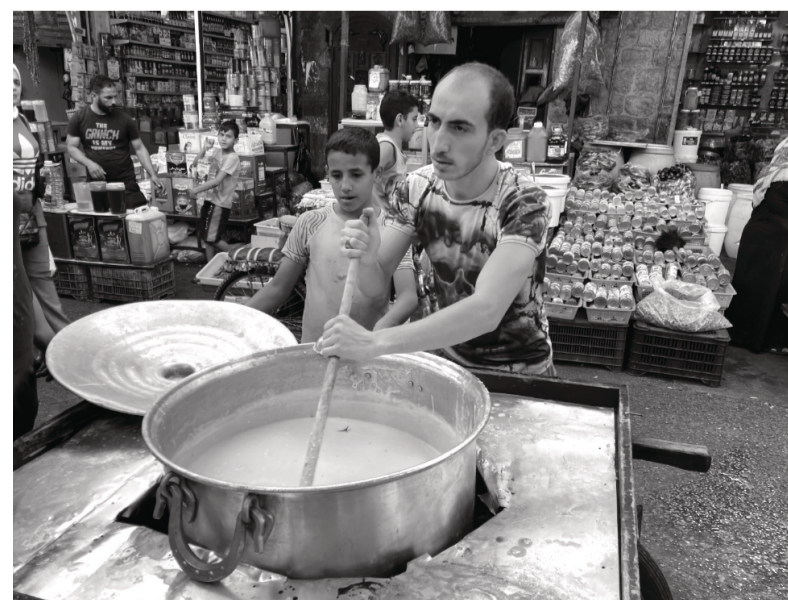
«Je n'en ai plus à ce prix dans mon magasin» dit le commerçant. «Ici, les habitants du Vieux-Mezzeh ne peuvent plus se la payer.» Les employés et fonctionnaires disposent d'une revenu d'au plus 300 000 livres syriennes, moins que 30 euros. Un ouvrier gagne nettement moins, environ 180 000 livres syriennes.

Au marché de Bab Srijeh

A Midan, on trouve le marché de Bab Srijeh, un grand marché d'habits de seconde main, en parallèle d'un autre marché très apprécié et populaire. L'importation de ces habits est interdite, mais une fois les habits exposés, la vente est tolérée. Une des raisons de l'interdiction de l'importation est la protection de la production indigène. Une autre raison vient du fait que des drogues et des armes trafiquées en contrebande sont livrées dans les paquets d'habits très solides en provenance d'une multitude de pays.

Il y a souvent des razzias dans les stands, mais la vente est aujourd'hui tolérée car les gens ne peuvent plus se payer autre chose.

Les marchands d'habits de seconde main de Bab Srijeh ont refusé de nous parler. Finalement un monsieur Ibrahim est d'accord de répondre à quelques questions. L'homme a l'air fatigué lorsqu'il dit qu'il n'a encaissé que 150 000 livres syriennes aujourd'hui, environ 11 euros. Deux jeunes hommes l'aident à suspendre les vestes, manteaux et pantalons sur des cintres, on se prépare pour l'hiver. Devant le magasin, des T-shirts, des blouses, des chemises et beaucoup d'autres habits se trouvent pêle-mêle sur deux grandes tables. Des jeunes gens, surtout des jeunes femmes fouillent dans le tas, sortent quelques articles et les tiennent vers la lumière.



«Au milieu du trottoir, un homme mélange infatigablement du lait et de la semoule en bouillie». (photo Karin Leukefeld)

Avant la guerre, se rappelle tristement Ibrahim, les affaires marchaient bien. Ensuite il a été enrôlé dans l'armée, marchand d'un front à l'autre. Après 2016, la situation s'est quelque peu détendue, il a été muté dans la région de Damas. Le soir il lui était permis de rentrer à la maison et, les après-midis, de travailler dans son magasin. Il dit, haussant les épaules: «Je ne peux pas dire ce qui est arrivé à notre pays. Nous allions tellement bien, et malgré cela, nous avons aidé les forces extérieures à amener la guerre dans notre pays!» Selon lui, il faudra au moins dix ans jusqu'à ce que la Syrie puisse plus ou moins se remettre. Mais il avait de la peine à se l'imaginer. «La Syrie ne s'est jamais aussi mal portée qu'aujourd'hui, tous les jeunes gens veulent partir d'ici.»

Des aubergines aussi grandes que des ballons de foot

Toujours au marché Bab Srijeh, quelques rues plus loin, on vend du poisson, de la viande, des légumes, des fruits et du fromage. Les commerçants ont empilé avec art des citrons et du raisin, en formant des pyramides – on y trouve également des aubergines presque aussi grosses que des ballons de foot. Les gens les appellent «œufs de vache».

L'air vif, un jeune homme me regarde de derrière le haut comptoir de son magasin. Il vend du miel, des noix, différentes sortes de fromage blanc de brebis et de chèvre, du café, du lait et beaucoup d'autres produits. Du pain mince de Sveida, plié en quatre, se trouve en haut du comptoir et trouve vite des acheteurs.

A part le riz et le sucre, tout vient de Syrie, dit l'homme qui se présente comme Mohamed Hejazi. Le magasin appartient à son père qui est commerçant sur ce marché depuis 50 ans. Il dit que les affaires ne vont plus aussi bien qu'avant, mais qu'ils peuvent toujours vendre quelque chose. Il répond patiemment aux questions des nombreux clients sur les prix et la provenance des produits.

D'un côté du comptoir, une femme à l'aspect pâle achète 250 grammes de fromage et un peu de yoghurt dans un cabas en plastique. De l'autre côté, on emballe différentes sortes de fromage dans de grandes coupes en plastique rondes pour des femmes habillées de vêtements somptueux. «Voyez-vous, c'est cela la différence», dit Hejazi en riant, «les syriens achètent de petites quantités parce qu'ils ont peu d'argent. Tandis que les dames du Liban qui arrivent ont apparemment beaucoup d'argent et achètent beaucoup. En Syrie, tout est toujours meilleur marché qu'au Liban.»

Pour l'anniversaire du prophète – de la semoule bouillie

D'un haut-parleur, on entend de la musique très bruyante en honneur du prophète Mohamed dont l'anniversaire se fête ces jours. Au milieu du trottoir, un homme mélange de façon infatigable du lait et de la semoule en bouillie dans une grande marmite. La marmite est

chauffée par un réchaud à gaz, des garçons, écuelles en main, entourent l'homme et regardent dans la marmite, les yeux grand-ouverts.

«S'il vous plaît, prenez une assiette», offre un jeune homme. «Aujourd'hui c'est l'anniversaire de notre prophète, il faut le fêter.»

De l'autre côté de la rue, des hommes observent ce qui se passe à partir d'une boucherie. A part un morceau de viande, les crochets sont vides, les couteaux restent sur la table, inutilisés. Quelques morceaux sont couverts d'un linge pour les protéger des mouches.

Les affaires vont mal, dit monsieur Schadi qui a repris le magasin de son père il y a 25 ans. Enfant, il a toujours aidé son père après l'école. Schadi vend de la viande d'agneau, très appréciée par ses clients. Mais la viande, qui n'est pas indispensable pour la subsistance, est très coûteuse. Un kilo coûte entre 130 000 et 150 000 livres syriennes.

Dans le temps, beaucoup de ses clients venaient le chercher dans les faubourgs de Damas, ils ne viennent plus. «Les gens manquent tout simplement d'argent, leur salaire et leurs revenus ne suffisent plus. Pas d'argent pour le bus, pas d'argent pour la viande», dit Schadi. «Même aujourd'hui, à l'anniversaire du prophète Mohamed, nous n'avons à peine vendu. Les gens ne peuvent même plus acheter des bonbons pour les enfants.» La plupart des familles ont supprimé un des trois repas par jour, réguliers auparavant. «Nous mangeons seulement une fois par jour, et la viande, eh bien, nous l'avons oubliée.»

Un grand garçon élané de seize ans se tient à côté de Schadi. «Il ne connaît pas la Syrie d'avant» dit Schadi, en lui tapant amicalement sur le dos. S'il veut se marier, il a besoin de millions pour trouver un appartement, pour apporter de l'or et tout ce qu'il faut pour la mariée. Comment pourra-t-il payer un mariage? Il gagne peut-être 200 000 de livres syriennes, il ne pourra jamais payer un mariage?»

Ses travailleurs et lui survivent uniquement grâce au peu d'argent que des proches leur envoient de temps en temps de l'étranger. C'est pour ça qu'il ne licenciera personne, car sans travail, même avec un bas revenu, ils n'auraient plus rien du tout. «Nous sommes comme une famille, nous nous soutenons mutuellement. Nous avons travaillé ensemble quand les temps étaient meilleurs et nous resterons ensemble aussi maintenant. Nous croyons en Dieu et espérons que nous irons mieux un jour...»

Du courant pendant trois heures

Dans un compte rendu privé présenté par les églises et daté du 25 septembre 2023, on lit de la situation à Damas qu'elle est «stable et plus ou moins sûre». Dans certaines régions de la capitale, le ravitaillement en électricité suit l'intervalle de «3 sur 3 heures», ce qui veut dire trois heures avec du courant, suivies de trois heures sans. En réalité, la plupart du temps, il y a deux heures de courant et quatre heures sans courant. Dans les régions suburbaines et dans les faubourgs, le ravitaillement en électricité est pire: une heure de courant pour cinq à sept heures sans. Dans des régions encore plus décentralisées, on doit souvent se contenter d'une ou deux heures de courant par jour.

Selon cette même source, le ravitaillement en eau fonctionne mieux, du moins pour les régions desservies par la source de Fijeh. Là l'eau serait accessible au moins pour douze heures par jour. Dans l'ensemble, la population continue à souffrir de la pénurie d'essence, de mazout, d'électricité et de gaz pour cuisiner. Les prix sur les marchés et pour le transport sont très élevés et continuent à monter. La pauvreté est répandue, beaucoup de gens n'ont pas assez à manger. Le nombre de gens réduits à la mendicité augmente, tout comme le nombre de vols. Beaucoup de familles ne peuvent même plus se payer un repas suffisant par jour.

Première parution sur: <https://www.zlv.lu/db/1/1427630892857/0> du 3 octobre 2023

(Traduction Horizons et débats)

«Retour aux faits, retour au dialogue»

Le livre de Jacques Baud: «Poutine, maître du jeu?»

par Ewald Wetekamp

Expert reconnu en matière de stratégie militaire, Jacques Baud a travaillé pour le *Service de renseignement stratégique suisse*, où il était responsable des pays du Traité de Varsovie. Son excellente réputation l'a conduit à l'ONU. Il y a dirigé le secteur des opérations de maintien de la paix. En 2014, il a participé à des missions en Ukraine pour le compte de l'OTAN.

Le concept de son livre, paru d'abord en français l'année dernière et maintenant en traduction allemande, est le suivant: en tant qu'observateur des médias français, il a, à l'occasion de l'émission «Poutine, maître du jeu?» de la chaîne de télévision française *France 5*, soumis à une analyse systématique et détaillée les affirmations qui y ont été faites sur Poutine et la Russie. Il réfute une à une les affirmations de cette émission en se posant les questions suivantes:

- «Y a-t-il eu promesse que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est après 1990?»
- «L'intervention russe en Syrie était-elle opportuniste?»
- «Poutine a-t-il approuvé le détournement du vol *Ryanair 4978*?»
- «La Russie s'est-elle ingérée dans l'élection présidentielle américaine de 2016 au profit de *Donald Trump (Russiagate)*?»
- «La Russie a-t-elle tenté d'influencer le vote sur le Brexit?»
- «Que signifie le discours de Munich de 2007?»
- «Vladimir Poutine a-t-il cherché à empêcher l'Ukraine de s'associer à l'Europe?»
- «La Russie ne remplit-elle pas ses obligations dans le cadre des accords de Minsk?»
- «*Navalny* est-il le principal opposant de Vladimir Poutine?»
- «L'économie de la Russie peut-elle être comparée à celle de l'Italie?»
- «La stratégie occidentale envers la Russie est-elle pertinente?»

Le but principal de Jacques Baud se résume ainsi «Retour aux faits, retour au dialogue». Sinon, par quel autre moyen pourrait-on parvenir à une solution à long terme qui puisse être également soutenue par toutes les parties? L'expert suisse montre ainsi clairement les motifs qui lui ont inspiré ce livre. Il ne s'agit pas pour lui d'accuser mais d'ouvrir des voies au dialogue. Avec cette préoccupation, il s'inscrit dans la longue tradition de la politique suisse de neutralité et de bons offices.

En guise d'introduction, Jacques Baud indique n'avoir utilisé dans son livre que des sources occidentales, souvent des médias traditionnels américains et français. Il veut ainsi contrer par avance le reproche standard de s'appuyer sur de la «propagande» russe.

Afin de pouvoir s'orienter dans les méandres d'une redoutable guerre de l'information, Baud commence par clarifier les termes «mensonge», «fake news», «propagande» et «complotisme». De même qu'au long des différents chapitres, il se réfère régulièrement à la notion de «complotisme», sa définition s'illustre d'un exemple: «Le complotisme» ou «conspirationnisme» consiste à créer un narratif à partir d'informations partielles, d'hypothèses ou de suspicions traitées comme des faits, et assemblées en fonction d'une logique arbitraire. Créant une histoire à partir d'éléments disparates, le conspirationnisme peut combiner des éléments de propagande avec de fausses informations et de la désinformation.» L'exemple cité à ce sujet se réfère à l'accusation selon laquelle la Russie serait comme une ombre derrière le mouvement de protestation des *gilets jaunes*, ce que prouveraient des tweets en provenance de Russie. Comme il existe également des tweets en provenance de Suisse ou d'Allemagne et que les Russes diffèrent de la Russie et encore plus du gouvernement russe, cette information est un mélange de propagande et de désinformation, transformé en complotisme. Il est étonnant de voir à quel point il semble facile de déduire la prétendue politique du Kremlin à partir de tweets russes.

Affirmations sur la politique étrangère de Vladimir Poutine

Baud contredit de façon brève et concise l'affirmation de *France 5* et d'autres selon laquelle Poutine voudrait restaurer l'URSS. Selon Baud, Poutine voit assez bien que l'URSS était

un Etat marxiste dont l'idéologie diffèrait fondamentalement de la conception économique libérale de la Russie actuelle. Il n'y a donc pas de nostalgie de l'URSS, ce dont les médias occidentaux l'accusent régulièrement. Ils se réfèrent à une déclaration de Poutine dans laquelle il aurait affirmé que la destruction de l'URSS était la plus grande catastrophe du XX^e siècle. Ils en déduisent qu'il s'agit de la nostalgie soviétique de Poutine, qui montrerait qu'il veut retrouver la grandeur de l'URSS. Mais en réalité, ce que Poutine a qualifié de drame et de chaos, c'est la manière dont s'est déroulée en Russie la transition vers la démocratie. Selon Baud, Poutine se prononce résolument en faveur d'une économie libérale selon le modèle occidental. Baud qualifie de fantôme occidental l'affirmation selon laquelle il voudrait restaurer l'«empire russe».

Y a-t-il eu promesse de l'OTAN d'une non-extension vers l'Est après 1990?

Cette question fait l'objet d'un débat acharné. Il illustre la manière dont l'«Occident» traite les promesses et les contrats. Avec l'élargissement de l'OTAN à l'Est par l'adhésion de la Hongrie, de la République tchèque et de la Pologne, des pays baltes, de la Slovaquie, de la Roumanie et de la Bulgarie, l'OTAN s'est inexorablement dirigée vers la frontière russe. Baud n'est pas le seul à le penser. Mais l'élargissement de l'OTAN à l'Est n'était pas en soi le véritable problème pour la Russie. Les réactions de la Russie ne sont devenues plus déterminées qu'après que les Etats-Unis se soient retirés des traités de désarmement nucléaire au début des années 2000 et aient décidé d'installer dans les nouveaux Etats membres de l'OTAN des systèmes de «défense» par missiles nucléaires dotés d'un potentiel d'armes d'attaque nucléaire. Des systèmes de missiles qui ont réduit le temps de préalerte pour la Russie à quelques minutes seulement. C'est ce qui avait motivé le discours ferme de Poutine à Munich en 2007, dans lequel il rappelait que *Mikhaïl Gorbatchev* avait reçu la garantie en 1990-1991 qu'il n'y aurait pas d'élargissement de l'OTAN à l'Est. Cette garantie a été et est documentée par de nombreux documents déclassifiés, rendus accessibles en décembre 2017 par les *archives de la sécurité nationale* de l'Université George Washington.

De nombreux politiciens et instituts occidentaux, des ONG occidentales, des chaînes de télévision occidentales et le secrétaire général de l'OTAN, *Jens Stoltenberg*, argumentent qu'il n'y a jamais eu de garantie, car toute forme de contrat ou d'accord écrit fait défaut. Baud confirme effectivement que de tels contrats et garanties écrits n'existent pas, mais souligne en même temps que cela ne signifie pas que de telles promesses n'auraient pas été exprimées. Ces promesses étaient toutefois liées à un «deal», souligne Baud, car sans elles, la réunification allemande aurait été différée. Mais Baud souligne qu'«en droit international, une promesse est un acte unilatéral valable qui doit être respecté». Ceux qui contestent aujourd'hui la validité d'un tel acte bafouent la valeur de la parole donnée.

Un autre acteur intéressé par un élargissement fondamental de l'OTAN était le lobby des armes aux Etats-Unis, comme l'a révélé le «*New York Times*» en 1998. A cette fin, il avait dépensé 51 millions de dollars rien que pour corrompre des hommes politiques américains qui devaient s'engager en faveur de son objectif.

Poutine a-t-il cherché à empêcher l'Ukraine de s'associer à l'Europe?

La manière dont l'UE a abusé de l'accord d'association prévu avec l'Ukraine pour couper les relations historiques de la Russie avec l'Ukraine a constitué un autre facteur d'aggravation du conflit actuel. «La diplomatie européenne a considéré l'Ukraine comme une frontière entre l'Est et l'Ouest, alors que la Russie y voyait un pont.» C'est ainsi que Baud résume la différence d'intérêts entre l'Est et l'Ouest. Tout le mode de production industrielle de l'Ukraine était orienté vers le marché russe. Dans le cadre d'une concurrence avec le marché européen, l'Ukraine ne pouvait que succomber, et ce aussi bien pour ses produits industriels que pour ses produits agricoles. De nombreux responsables ukrainiens

étaient du même avis. C'est pourquoi la Russie a proposé un accord tripartite. D'une part, les liens avec la Russie auraient pu être préservés et d'autre part, l'ouverture vers le marché européen aurait été possible. Mais c'est précisément ce que le président de la Commission européenne de l'époque, *Barroso*, ne voulait pas. Au lieu de cela, il a demandé aux Ukrainiens de se décider. Ce fut le point de départ d'une autre charge explosive «bien placée».

L'Occident et son soutien à l'Euromaïdan

La charge explosive a été déclenchée avec l'aide de l'UE et des Etats-Unis en 2014 sous la forme de la révolution du Maïdan. Le magazine d'information *L'Obs* a qualifié cette action de coup d'Etat. La conversation téléphonique bien connue entre *Victoria Nuland* (secrétaire d'Etat américaine adjointe pour l'Europe et l'Eurasie) et *Geoffrey Pratt* (ambassadeur américain à Kiev) le démontre clairement. Car ce n'est pas le peuple ukrainien qui devait désigner les futurs membres du gouvernement ukrainien, mais les deux fonctionnaires américains. Cela n'a pourtant pas gêné l'Europe officielle.

De même, l'Occident n'a pas été choqué par le fait que le premier acte législatif de ce parlement ait supprimé en 2014 le russe en tant que langue officielle à part entière, comme le prévoyait une loi de 2012. Autre explosif potentiel. Et cela continue: le président du plus grand parti d'opposition parlementaire est arrêté. Trois chaînes de télévision russophones sont fermées. Les médias favorables à Moscou sont interdits.

Il est compréhensible que ce comportement ait soulevé la population russophone contre ceux qui ne l'avaient pas consultée. Cette révolte a conduit les militaires de l'OTAN et le gouvernement ukrainien à considérer la population du Donbass et de la Crimée comme des forces étrangères hostiles. C'est ainsi qu'a commencé la guerre contre la partie russophone de l'est de l'Ukraine, qui a coûté la vie à 14000 personnes selon les estimations fiables (OSCE). Plus de 80 % d'entre elles étaient des civils.

En Crimée aussi, les russophones étaient contrariés. Là encore, Baud guide le lecteur à travers l'histoire récente de la Crimée à l'aide de sources. En commençant par la cession de la Crimée à l'Ukraine en 1954, il démontre que cette cession n'était déjà pas légale, car elle n'avait été approuvée ni par le Soviet suprême de l'URSS, ni par le Soviet de la République socialiste russe, ni par la République socialiste ukrainienne. Jamais auparavant la population de Crimée ne s'était trouvée sous la domination de Kiev. Il n'est donc pas étonnant que le premier référendum sur l'autonomie, encore à l'époque de l'URSS, ait été approuvé à 93 % en Crimée le 12 février 1991. Un tel vote s'est répété en Crimée en 2014, après le renversement du gouvernement qu'ils avaient élu à Kiev et après que le gouvernement en place ait décidé de supprimer le russe comme langue officielle, sapant ainsi la protection des minorités. Qui s'étonnera que cette fois encore, le soutien au rattachement à la Russie ait été de 96,77 %? En Occident, on a parlé d'annexion et justifié cette décision par la présence de soldats russes et de «petits hommes verts». Baud explique à ce sujet que la Russie avait un contrat de stationnement sur le territoire avec l'Ukraine jusqu'en 2042. Selon le contrat, un nombre limité de soldats pouvait se déplacer sur toute la Crimée. Le fait est, selon Baud, que la population de Crimée s'est jointe aux milices territoriales, aux volontaires armés et surtout aux 35000 transfuges ukrainiens pour se défendre contre les attaques de Kiev et pour mener ensemble le vote. L'indication de l'Occident selon laquelle il y avait en Crimée des soldats sans insignes reconnaissables, des soldats que l'on avait immédiatement qualifiés d'agents de Poutine, s'est révélée fautive, car il s'agissait de transfuges ukrainiens ayant arraché leurs insignes de l'armée. Baud résume en disant qu'il n'y a pas eu d'invasion russe dans le Donbass ni en Crimée en 2014.

Pourquoi Poutine a-t-il décidé d'attaquer l'Ukraine?

Depuis la tentative de résolution pacifique du conflit de 2014 par les accords de *Minsk I* et



ISBN-13: 978-2315010264

Minsk II, Poutine n'a jamais cessé de réclamer l'application de ces accords. Pour rappel, il n'a jamais été question ici de délimitation territoriale, mais toujours d'une autonomie administrative tout en conservant la citoyenneté ukrainienne. La manière dont l'Occident a traité ces accords montre clairement que non seulement il ne respecte pas les promesses faites, mais qu'il ne respecte même pas les traités internationaux. *Merkel, Hollande* et *Porochenko* se vantent même de n'avoir jamais pris ces accords au sérieux.

Que faire de négociateurs qui se prêtent à l'amplification médiatique du brouhaha de la représentation américaine et prédisent une menace d'invasion russe de l'Ukraine pour le 16 février 2022? Les prétendues preuves étaient des photos satellites américaines censées montrer du matériel militaire et des unités militaires. Mais celles-ci ont été rapidement retirées après qu'il a été annoncé que les troupes russes, situées à plus de 200 km de la frontière ukrainienne, se trouvaient en réalité près de la frontière biélorusse.

Afin de provoquer une intervention de Poutine, les forces ukrainiennes ont commencé à intensifier les tirs sur les républiques du Donbass. L'OSCE a documenté l'augmentation des tirs depuis le 16 février. Jusque là, Poutine avait hésité à reconnaître les républiques du Donbass, même après une décision en ce sens du parlement russe, la Douma. Cela a changé lorsque les bombardements sont devenus permanents. Le 21 février 2022, les républiques du Donbass ont été reconnues. En toute logique, des «traités d'amitié, de coopération et de soutien mutuel» ont été conclus en même temps. S'attendant à une offensive de grande envergure de l'Ukraine sur leur territoire, les républiques du Donbass ont demandé à la Russie un soutien militaire le 23 février 2022. La Russie a décidé de lancer une «opération militaire spéciale» sur la base de l'article 51 de la *Charte des Nations unies*, ainsi que sur la base de la *Responsabilité de protéger (Responsibility to Protect)*.

Pour ceux qui, après les explications de Baud jusqu'ici, auraient encore des doutes sur les intentions des acteurs occidentaux, Baud leur soumet les déclarations d'*Oleksij Arestowitch*, conseiller et porte-parole du président *Zelenski*, qui s'est déjà prononcé le 18 mars 2019 sur les projets d'une, voire de plusieurs grandes guerres avec la Russie. Il a accordé cette interview à la chaîne ukrainienne *Apostrof TV*:

«Avec une probabilité de 99,9 pour cent, notre prix pour l'adhésion à l'OTAN est une grande guerre avec la Russie. [...] Un conflit plus important qu'aujourd'hui. Ou une série de conflits de ce type. Mais dans ce conflit, nous serons très activement soutenus par l'Occident.»

Nous recommandons vivement ce livre à tous ceux qui souhaitent se frayer un chemin à travers le maquis de la propagande quotidienne, et pas uniquement celle des médias d'Etat, afin de voir plus clairement ce que pourrait être la voie vers une solution pacifique. En partageant les préoccupations de l'auteur, nous pourrions tous faire un pas de plus vers le dialogue et la résolution du conflit.

La multipolarité offre la chance de rendre notre monde plus humain

par Karl-Jürgen Müller

Comment supporter tout cela? De nouveau, guerre et destructions au Proche-Orient! Des centaines de milliers de morts déjà dans la guerre en Ukraine! L'exode de dizaines de milliers d'Arméniens du Haut-Karabagh! Et puis la souffrance des êtres humains dont presque plus personne ne parle. Par exemple, dans l'est de la République démocratique du Congo, en Syrie, en Afghanistan! Sont devenus rares les pays ne figurant pas sur la liste de ceux souffrant d'injustice globale et de ses conséquences.

On supporterait mieux cette situation en contribuant à améliorer la cohabitation dans ce monde, pour qu'il devienne plus humain. Le premier pas est d'écouter d'abord ceux qui s'efforcent de poursuivre cette voie. S'agit-il de réflexions sérieuses, raisonnables, dignes d'être soutenues – d'un de ces nombreux petits pas en direction d'une *amélioration*?

Agir de la sorte n'est pas évident et exige du courage. Ce sont des forces puissantes et influentes qui ont, jusqu'à présent, «profité» de l'injustice et du manque d'égalité omniprésentes – «profité» entre guillemets car il s'agit là d'un «profit» contre nature, on pourrait même dire qu'il est perverti; il contredit à la nature sociale de l'homme, à la compassion – l'impératif de la survie de l'individu ainsi que du genre humain tout entier – bref, au sentiment d'appartenance [«Gemeinschaftsgefühl», notion clé de la psychologie d'*Alfred Adler*], inné à chaque individu.

Une certaine vision du monde et de nombreux poncifs

Il n'est pas surprenant que les profiteurs tirent à boulets rouges lorsqu'ils voient leurs «profits» menacés. Ils ne veulent pas que le monde soit façonné autrement que dans leur sens. Et si l'on y regarde de plus près, la vision du monde sous-jacente part du principe d'un éternel haut et bas séparant les individus les uns des autres: la vie en tant que lutte éternelle pour le pouvoir et l'argent, lutte dans laquelle il n'y a que des gagnants (en haut) et des perdants (en bas)...

Les profiteurs ne l'avouent pourtant pas. Ils mettent en avant des «valeurs» suprêmes, chez nous, en Occident, la «démocratie» par exemple. Ces dernières années, ils se sont mis d'accord d'imposer la formule de l'«*ordre international basé sur des règles*» (OIR). Mais ces règles, ils les ont défini exclusivement eux-mêmes. Ceux qui conçoivent le monde désirable différemment de ce modèle figé sont cloués au pilori. On les traite d'«autocrates», d'«agressifs», de «forces menaçant la paix et la démocratie» – bref: un danger pour tous ceux qui se battent en faveur de l'OIR. Ils sont diabolisés, et ceci presque tous les jours. L'objectif de cette campagne consiste manifestement dans leur isolement. La vague de propagande bat son plein. Entretemps, de nombreux médias se sont mis entièrement au service des profiteurs du monde OIR.

Et si on écoutait l'autre également?

En quoi serait-il étonné d'écouter également le côté adverse? Ne se pourrait-il pas, par exemple, que le Président russe, diabolisé à l'extrême chez nous, *Vladimir Poutine*, avance des idées tout à fait raisonnables, capables de contribuer en effet à oeuvrer en faveur d'un monde plus humain?

Pour ma part, je lis souvent les déclarations de Vladimir Poutine, et de préférence dans la version originale.

Je viens de lire, par exemple, le discours qu'il a prononcé récemment, lors de la conférence annuelle du *Club Valdai*. C'est un forum d'experts internationaux qui s'est tenu, début octobre, à Sochi, au bord de la mer Noire. Une version anglaise autorisée est disponible sur le site Internet du Président russe¹. *Thomas Röper*, éditeur de la plate-forme «*Anti-Spiegel*», a traduit ce discours en allemand.²

En introduction, Vladimir Poutine évoque notre époque actuelle, la dénommant celle du «bouleversement de l'ensemble de l'ordre mondial», aboutissant à «des changements fondamentaux dans les principes des relations internationales». Au début du 21^e siècle, déclare le Président, tout le monde avait espéré «que les nations et les peuples avaient tiré les leçons de la confrontation militaro-idéolo-



L'exposition de photos «The Family of Man», présentée depuis 1994 comme exposition permanente à Clervaux au Luxembourg (lieu où la photo est prise), existe depuis 1955. Après les souffrances liées à la Seconde Guerre mondiale, elle devait aider à promouvoir la compréhension entre les êtres humains du monde entier. Elle devait également montrer tout ce qui sera détruit au cas d'une guerre nucléaire. L'exposition montre que tous les êtres humains sont égaux et que chaque personne, quelle que soit sa couche sociale, sa race, sa culture, sa religion, son âge ou son sexe, possède la même dignité inaliénable et que tous les êtres humains appartiennent au même genre humain. Les forces de la compassion et du sentiment d'appartenance à l'humanité globale sont susceptibles de vaincre la haine, la violence et la destruction, nées de buts partisans. (photo Wikimedia Commons)

gique coûteuse et destructrice du siècle passé, en ayant reconnu la nocivité et ressenti la fragilité et l'interconnexion de notre planète. Ils étaient donc convaincus de la nécessité de résoudre des problèmes globaux de l'humanité par l'action commune et la quête de solutions collectives». Mais malheureusement, dit Poutine, «la volonté [de la Russie] de coopérer de manière constructive a été comprise, par certains, comme une soumission, comme un accord selon lequel le nouvel ordre devait se construire par ceux qui se sont déclarés vainqueurs de la guerre froide. Au fond, cela a été compris comme une reconnaissance du fait que la Russie était prête à suivre une voie étrangère, prête à se laisser guider non pas par ses propres intérêts nationaux, mais par les intérêts d'autrui.»

Par la suite, une fois de plus, le Président russe explique sa critique de la politique occidentale, telle qu'il l'avait avancé à maintes reprises depuis longtemps, de manière toujours plus pertinente et déterminée. En effet, ses avertissements sincères remontent à son discours lors de la *Conférence de Munich sur la sécurité*, en février 2007³ (avertissements vains dans la tournure dramatique depuis le 24 février 2022 a continué). Depuis ce moment, Poutine a constamment souligné les conséquences désastreuses de la politique occidentale envers le Sud global.

Une fois de plus, il explique les raisons qui ont amené la Russie à intervenir militairement en Ukraine, le 24 février 2022. Et Poutine d'y ajouter: «La crise en Ukraine n'est pas un conflit de *territoires*, je tiens à le souligner. La Russie est le plus grand pays du monde. Nous n'avons aucun intérêt à conquérir d'autres territoires. Nous nous trouvons face à l'immense tâche de développer la Sibérie, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient. Dans le conflit actuel, il ne s'agit guère d'un conflit centré sur des territoires, ni même de l'établissement d'un équilibre géopolitique régional. Le sujet est bien plus vaste et fondamental: il s'agit des *principes* sur lesquels reposera le *nouvel ordre mondial*.»

Une paix durable

Le Président russe continue sa réflexion en ces termes: «Une paix durable n'émergera que lorsque chacun se sentira en sécurité, sachant que son opinion est respectée, lorsqu'il y aura un équilibre dans le monde, lorsqu'aucun hégémon ne sera plus en mesure de contraindre les autres à vivre et à se comporter selon ses normes et que cette attitude sera comprise comme enfreinte à la souveraineté, aux véritables intérêts, aux traditions et aux principes des peuples et des Etats.»

Et Poutine d'ajouter: «Il est évident que l'attachement aux concepts de blocs et le désir de pousser le monde dans une situation de confrontation permanente entre le «nous» et le «eux», est l'héritage malveillant du XX^e siècle. C'est un produit issu de la culture politique occidentale, du moins de ses expressions les plus agressives. Je le répète: l'Occident – une certaine partie de l'Occident, les élites occidentales – ont toujours besoin d'un ennemi. Elles ont besoin d'un ennemi face auquel elles peuvent construire la nécessité de leur action éternelle et de leur expansion. Mais ces cercles ont également besoin d'un ennemi pour maintenir le contrôle au sein du système de l'hégémon, au sein de ses blocs – au sein donc de l'OTAN ou d'autres blocs politico-militaires. Dès que l'on a affaire à un ennemi, tout le monde doit se rassembler autour du chef.»

Par la suite, Poutine illustre ce mécanisme par plusieurs exemples. Ils ont tous conduit au même résultat, comme il dit, «à de grandes guerres pour la justification desquelles on a inventé diverses justifications idéologiques et même pseudo-morales». Aujourd'hui, alors que les systèmes d'armes existants peuvent détruire le monde entier, c'est particulièrement dangereux. Il faut donc chercher une issue à ce cercle vicieux. C'est également l'une des missions du *Forum international Valdai*, comme le rappelle Poutine.

Différentes civilisations dans un seul monde

Dans la deuxième partie de son discours, Poutine revient sur la notion de civilisation. Il rejette l'assimilation réduite entre la civilisation et l'Occident. Celle-ci établit l'Occident comme la seule référence. Il formule, à sa place, une conception plus vaste. «Premièrement, dit Poutine, il existe de nombreuses civilisations, et aucune d'entre elles n'est meilleure ou pire que l'autre. Elles sont des expressions, égales dans leur droit d'existence, des aspirations de leurs cultures et de leurs traditions, de leurs peuples donc. Pour chacun d'entre nous, c'est variable. Pour moi, par exemple, ce sont les aspirations de notre peuple, de mon peuple, auquel j'ai la chance d'appartenir.»

Et d'y ajouter: «Les principales caractéristiques d'une civilisation étatique sont sa diversité et son autosuffisance économique. Voilà donc, à mon avis, ses deux composantes les plus importantes. Le monde moderne est étranger à toute uniformisation; chaque Etat et chaque société oeuvre pour qu'elle trouve sa propre voie de développement. Elle repose sur sa culture et ses traditions propres, façonnées par la géographie, l'expérience historique, tant ancienne que moderne, et les valeurs de ses populations. Il s'agit d'une synthèse complexe au cours de laquelle se forme une communauté civilisationnelle à part entière. Son hétérogénéité et sa diversité sont une garantie de durabilité et de développement.»

Poutine se montre convaincu «que l'humanité ne s'achemine pas vers une fragmentation en segments concurrents, vers une nouvelle confrontation des blocs, quelle que soit leur motivation, vers l'universalisme sans âme d'une nouvelle mondialisation, mais au contraire vers celle acceptant le monde en train d'évoluer vers la synergie

des différentes civilisations étatiques, vers de grands espaces et de grandes communautés auxquels chaque peuple se sent appartenir».

Beaucoup en Occident, poursuit Poutine, semblent toutefois «avoir oublié qu'il existe des notions telles que l'autolimitation raisonnable, le compromis, la disposition à faire des concessions dans l'intérêt d'un résultat acceptable pour tous».

Six objectifs de la politique extérieure russe

Pour clôturer son discours, Vladimir Poutine résume les objectifs de la politique extérieure russe en six points:

«Premièrement: nous voulons vivre dans un monde ouvert et interconnecté dans lequel personne ne tentera jamais d'ériger des barrières artificielles à la communication, à la réalisation créative et à la prospérité des gens. Il doit y avoir un *environnement sans barrières*, il faut s'y efforcer.

Deuxième point: nous voulons que la *diversité du monde* ne soit pas seulement préservée, mais qu'elle soit la base du développement universel. Il devra être interdit de dicter à un pays ou à un peuple sa manière de vivre. Seule une véritable diversité culturelle et civilisationnelle garantit le bien-être des hommes et l'équilibre des intérêts.

Troisième point: nous nous prononçons pour une *représentativité maximale*. Personne n'a le droit de gouverner le monde pour les autres ou au nom des autres. Le monde de demain est un monde de décisions collectives, prises aux niveaux où elles sont les plus efficaces et par des participants qui sont réellement en mesure d'apporter une contribution essentielle à la résolution d'un problème donné. Ce n'est pas un seul qui décide pour tous, ni tous qui décident de tout, mais ceux qui sont directement concernés par un problème se mettent d'accord sur ce qui doit être fait et comment le faire.

Quatrième point: nous nous mettons du côté de la *sécurité universelle et de la paix durable*, basées sur le respect des intérêts de tous, des grands Etats comme des petits pays. Il s'agit avant tout de libérer les relations internationales de la pensée des blocs, de l'héritage de l'époque coloniale et de la guerre froide. Depuis des décennies, nous nous prononçons en faveur de l'indivisibilité de la sécurité, de l'impossibilité d'assurer la sécurité des uns *au détriment de celle des autres*. En fait, l'harmonie reste réalisable dans ce domaine. Il nous suffit de nous *débarrasser de l'hybris et de l'arrogance* et de cesser de considérer les autres comme des partenaires de seconde zone ou comme des parias ou des sauvages.

Cinquième point: nous défendons la *justice pour tous*. L'ère de l'exploitation de qui que ce soit [...] est révolue. Les pays et les peuples sont clairement conscients de leurs intérêts et de leurs capacités et sont prêts à compter sur eux-mêmes – ce qui décuple leurs forces. Tout le monde devrait avoir accès aux avantages du développement moderne, et les tentatives de restreindre cela pour un pays ou un peuple devraient être considérées comme un acte d'agression, précisément ainsi.

Sixième et dernier point: nous favorisons fermement le *principe de l'égalité*, pour les différents potentiels des différents pays. C'est un facteur absolument objectif. Non moins objectif est le fait que *personne ne soit prêt à se soumettre*, à faire dépendre ses intérêts et ses besoins de qui que ce soit, et surtout des plus riches et des plus forts.»

Et Poutine de clôturer son discours en résumant ces six principes en ces termes: «Ce n'est pas seulement l'état naturel de la communauté internationale, c'est la quintessence de toute l'expérience historique de l'humanité.»

A chaque esprit ouvert, une question s'impose: où reside le Mal lorsque l'on réfléchira sincèrement et en profondeur de tout cela? •

¹ <http://en.kremlin.ru/events/president/news/72444> du 5/10/23

² <https://www.anti-spiegel.ru/2023/putins-grundsatzrede-ueber-eine-neue-weltordnung/> du 5.10.2023

³ <http://www.agfriedensforschung.de/themen/Sicherheitskonferenz/2007-putin-dt.html>

Après la pause estivale entre Bruxelles et Berne

Le Parlement européen poursuit son cours intransigent

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Une fois de plus, Bruxelles lance un appel à la Suisse sur le ton du commandement. Le 4 octobre, le Parlement européen a approuvé son «Rapport sur la Suisse», rédigé par l'Autrichien Lukas Mandl, représentant de la commission des affaires étrangères¹, par 538 voix, contre 42 et 43 abstentions. Les députés ont critiqué l'arrêt des négociations sur l'accord-cadre institutionnel (ACI) par le Conseil fédéral en juin 2021, sans souffler mot sur le bien-fondé suisse de cette décision. Au contraire, l'actuel «rapport sur la Suisse» se plaît à répéter l'entière palette connue des exigences posées à la Suisse, liste des velleités de l'UE figurant depuis toujours dans le projet d'ACI. Dans ce sillon peu encourageant, le Parlement européen évoque en outre ce qu'il nomme «fenêtre d'opportunité». Il pousse le grotesque jusqu'à préconiser un énième accord, dans les limites temporelles jusqu'aux élections européennes de la mi-2024. Même dans un délai moins effronté, la quadrature du cercle ne se fera pourtant pas.

Les points essentiels de la Suisse

«Au cœur de l'Europe et pourtant absente. Que veut donc la Suisse?» C'est ainsi que la «Neue Zürcher Zeitung» titre le commentaire de deux membres de la Diète allemande, dans son édition du 25 septembre 2023. Oui, que veut la Suisse? Les rédactions nationales, nos politiciens et diplomates ainsi que les professeurs de droit et d'histoire de nos universités sont en effet sollicités à donner une réponse claire et limpide aux politiciens de l'UE, en respectant ceci: la Suisse, c'est nous, les citoyens suisses. Ce que nous voulons, nous le décidons lors des fréquentes votations. Les solutions suisses qui conviennent à la grande majorité du peuple se réalisent sur la base de la liberté, elles sont censées s'adapter à nos piliers étatiques: neutralité, souveraineté, fédéralisme, démocratie directe – ainsi qu'à un bon service public pour tous, conforme à nos fondements coopératifs. Si des puissances étrangères s'efforcent d'imposer à la Suisse un modèle qui contredit à 180 degrés cette conception de l'Etat, nous autres citoyens suisses prenons la liberté de dire non. Est-ce si difficile à comprendre?

Accord-cadre institutionnel – réédition de Bruxelles

Le «rapport sur la Suisse» de Lukas Mandl balaye les piliers indispensables de l'Etat suisse et répète une fois de plus les exigences autoritaires bien connues de Bruxelles: reprise du droit de l'UE un à un, application de l'interdiction des subventions d'Etat et soumission des litiges juridiques à la CJUE.²



Citoyennes et citoyens bénévoles lors du dépouillement des votes, élections aux Chambres fédérales, 2019 (photo keystone).

Le Parlement européen a consacré 35 minutes au débat «Relations avec la Suisse» devant des tribunes en grande partie vides – tout le monde était tout de même de retour pour voter (sur ce qu'ils savaient d'avance). Les contenus du rapport en bref:

– *Menace du «risque d'érosion» pour «de nombreux accords bilatéraux»:* il s'agit avant tout de «l'accord sur la suppression des obstacles techniques au commerce», c'est-à-dire l'accès des entreprises exportatrices suisses aux nouvelles prescriptions techniques de l'UE. Ce qui est absurde, c'est le fait que sur ce point, la Suisse est depuis toujours prête à reprendre les règles de l'UE – mais lorsque, dans la logique bruxelloise, l'avantage se situe du côté de nos entreprises, cela ne passe pas...

– *Libre circulation des personnes:* le souci des syndicats suisses d'obtenir une protection salariale digne de ce nom est balayé par des propos flous selon lesquels on pourrait «envisager l'application de mesures temporaires, à durée déterminée ou de sécurité, basées sur le droit de l'UE, pour une période déterminée». Il faut noter l'expression «sur la base du droit de l'UE» – c'est la façon bruxelloise de dire non au procédé suisse qui, lui, est basé sur des contrôles paritaires soigneusement coordonnés des associations suisses de travailleurs et d'employeurs. (Il ne convient pas aux bureaucrates de Bruxelles qu'en Suisse, on ne se contente pas de lancer un programme

informatique et que les partenaires sociaux contrôlent une grande partie des contrats de travail ensemble et sur place, surtout dans les domaines de restauration et construction). De plus, ce qui est de la formule «pour une période déterminée» – nos syndicats et nos partis de gauche ne pourront jamais approuver un tel bric-à-brac. La «directive sur les citoyens de l'Union» n'est d'ailleurs pas mentionnée dans les médias, mais l'accès plus facile aux assurances sociales suisses, très attrayantes, qui en découle entraînerait une nouvelle augmentation de l'immigration, ce qui est inacceptable pour la Suisse. La quintessence: le souverain suisse devra à nouveau gérer lui-même le problème de l'immigration en Suisse.

– *Accord sur l'électricité:* L'absence d'accord sur l'électricité «comporte des risques pour le réseau électrique européen», comme cite le «Tages-Anzeiger». En effet, la ligne de transit alpine suisse est indispensable à l'UE en tant que plaque tournante et centre du réseau électrique européen. La Suisse est bien entendu prête à coopérer, même sans «Accord institutionnel», mais elle ne renonce pas à sa part du courant qui traverse les Alpes. Pour que l'électricité suisse tombe dans les «bonnes mains», l'UE exige donc depuis longtemps la privatisation des centrales hydroélectriques et se heurte ainsi à l'opposition univoque des propriétaires, à savoir les cantons et les communes, c'est-à-dire les citoyens.

– *Programme de recherche «Horizon Europe»:* La participation de la Suisse est manifestement très souhaitée, non seulement par nos universités, mais également au Parlement européen: «Cela renforcera globalement l'Europe en tant que pôle scientifique et d'innovation», déclare Lukas Mandl. Où est donc le problème? Si la place scientifique suisse est si convoitée, nous trouvons des voies à participer sans s'incliner devant une superstructure bureaucratique. Chez nos voisins des voix s'élèvent d'ailleurs dans le même sens.

– *«Modernisation» de l'accord de libre-échange et accord «moderne» de protection des investissements:* L'accord de libre-échange (ALE) de la Suisse avec la CE de 1972, un traité commercial conclu d'égal à égal, contenant plus d'une centaine d'accords ultérieurs, serait ainsi institutionnalisé avec les Bilatérales I. Car par «modernisation», l'UE entend les piliers fondamentaux qu'elle exige et qui incluent: reprise du droit communautaire actuel et futur, application de l'interdiction des subventions d'Etat et soumission à la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE).

– *Paiements de cohésion:* Le «ceterum censeo» de Bruxelles ne se fait pas attendre: «Par ailleurs», le «Rapport sur la Suisse» exige des paiements réguliers et plus élevés de la part de la Suisse – qui rejoindront le tonneau des Danaïdes qu'est l'UE.

Vain recherche de commentaires critiques dans les médias grand public

Nos médias mainstream «donnent des informations» sur cette nouvelle édition de l'accord-cadre absurde de Bruxelles, sans le moindre brin de résistance, pourtant legs helvétique. La «Neue Zürcher Zeitung» pratique l'outsourcing de son commentaire en confiant la mission à deux parlementaires allemands sans la moindre connaissance de ce qu'est la Suisse (voir ci-dessus, au début) ou – pire encore! – aux représentants suisses des cercles qui souhaitent voir la Suisse se lier plus étroitement à l'UE lors des votations populaires. C'est le cas, par exemple, de Thomas Pfister, ancien juge fédéral, ancien membre du gouvernement cantonal d'Argovie et conseiller aux Etats (PLR). Ses propositions liées à un concept de réforme permettant «davantage de démocratie pour la mise en œuvre des traités de l'UE» contient toute une série d'idées admissives envers l'UE, comme l'envoi d'«experts» dans les organes de l'UE ainsi que l'implication du Parlement et des «cantons» (c'est-à-dire de la Conférence des gouvernements cantonaux CdC) dans les structures UE. L'empressement de plaire à l'UE ressort clairement: sans qu'aucun traité avec l'UE ne soit prêt à être signé, et encore moins accepté par le souverain, l'auteur de ces idées s'est déjà «mis à l'œuvre!» Et notamment pour ce qui concerne le traitement du corps électoral en cas de référendum où Pfister nous avertit ainsi: le Parlement doit «tout mettre en œuvre pour que les électeurs se prononcent en connaissance de cause sur le contenu d'un acte juridique de l'UE à reprendre [...]». Si les commissions parlementaires sont favorables à un acte juridique de l'UE, elles devront donc «œuvrer pour qu'il obtienne une majorité ou un consensus interne».³

De tels «reportages» dans nos grands médias, aussi unilatéraux qu'éloignés de la démocratie suisse pourraient avoir l'effet inverse que celui recherché par les rédactions: au lieu que nous, les Suisses, votions comme on nous le répète sans cesse, peut-être que de plus en plus d'abonnés résilieront leur journal, préférant s'informer ailleurs, par exemple sur le site de *Horizons et débats*.

L'importance pour la Suisse démocratique du facteur confiance

mw. En ce moment je dois me corriger moi-même – heureusement! De temps en temps, on trouve en effet de véritables trésors dans les médias grand public. J'ai trouvé par exemple un article de Benjamin von Wyl sur l'importance du facteur confiance pour la démocratie suisse sur swissinfo.ch. C'est la plateforme d'information et de nouvelles de la radio et télévision publique suisse SRF.1.

«Pays stable, argent stable, projets de vie stables: contrairement à la situation internationale, beaucoup de choses en Suisse tournent rond. La confiance élevée dans les institutions est un facteur important. Lors d'un voyage en train au départ ou à destination de Berne, il peut arriver de croiser un membre du gouvernement suisse. Presque toujours, ils voyagent sans protection spéciale». Selon von Wyl, la confiance dans le gouvernement est plus élevée en Suisse que dans n'importe quel autre pays de l'OCDE. La Suisse fait partie des pays les plus stables du monde sur le plan politique et économique, notamment parce que les représentants des grands partis de gauche à droite y gouvernent ensemble.

L'auteur poursuit qu'en Suisse, comme dans d'autres démocraties, le gouvernement, le parlement et la justice se contrôlent mutuellement. Mais un élément essentiel vient s'y ajouter: «Les conseillers fédéraux suisses [et le Parle-

ment] doivent régulièrement se soumettre à des votations populaires. Et parfois la majorité des électeurs disent non, car dans la conception suisse, ils sont le souverain eux-mêmes». La confiance des Suisses dans l'Etat repose donc sur le fait que les citoyens décident eux-mêmes de la manière dont ils veulent organiser leur commune, leur canton et la Confédération.

Système de milice suisse: «Les possibilités de participation créent la confiance»

Une autre raison de la confiance est le système de milice. Benjamin von Wyl constate: «Le système de milice suisse confie la responsabilité à la population. Celui qui veut faire bouger les choses s'inscrit dans une association, participe à une manifestation – ou travaille comme scrutateur lors des nombreuses votations. Les possibilités de participation créent la confiance».

La manière dont les voix sont comptées en Suisse crée effectivement une grande sécurité unique contre les abus. Dans chaque commune et arrondissement urbain, les bulletins de vote ou d'élection sont vidés de l'urne sur la table et comptés en commun par un groupe d'employés communaux et de citoyens se portant en partie volontaires ou bien sont convoqués. Malgré la numérisation chaque électeur sait un résultat erroné étant extrêmement rare, ce qui donne confiance (voir photo).

Confiance dans la police et dans le franc suisse

Les Suisses ne font pas seulement confiance à l'Etat. Egalement Benjamin von Wyl cite la grande confiance dans l'économie et les tribunaux et poursuit: «Mais c'est la police qui jouit de la plus grande confiance: Dans l'étude annuelle de l'EPFZ 'Sécurité', la police obtient régulièrement la première place du classement de la confiance». Et cela, malgré les critiques adressées à la police, par exemple pour les interventions lors de manifestations.

Enfin, von Wyl mentionne une raison centrale de la hausse des prix faibles et le taux d'inflation bas par rapport à d'autres pays: «Si les prix ont moins augmenté en Suisse que dans les pays voisins l'année dernière, c'est aussi grâce au franc suisse, se montrant étonnamment stable face à l'inflation».

L'auteur conclut: «La Suisse est confrontée au même défi que toutes les démocraties: comment développer et maintenir la cohésion sociale? [...] Une réponse clé est de défendre, de manière déterminée, notre modèle de la démocratie directe, unique au monde».

¹ von Wyl, Benjamin. «Le facteur confiance: quelle est son importance pour la Suisse?» du 3.7.2023. <https://www.swissinfo.ch/ger/warum-die-menschen-in-der-schweiz-dem-staat-vertrauen/>

² voir «Pause estivale entre Berne et Bruxelles – mais on continue à tirer les ficelles dans les coulisses». Dans: *Horizons et débats* du 8/08/23

³ voir les deux articles du 4 octobre 2023, «Présentation du rapport sur la Suisse. Le Parlement européen demande plus de confiance entre Berne et Bruxelles» par l'ATS/fel dans le *Tages-Anzeiger* et Schöchli, Hansueli. «Au plus tard à l'automne 2024: le Parlement européen veut un accord rapide dans le conflit avec la Suisse» dans la *Neue Zürcher Zeitung*.

⁴ Pfister, Thomas. «La Suisse et l'UE – garantir la démocratie». Commentaire de l'invité. dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 27/09/23

Les médias sociaux et l'utilisation excessive d'Internet causent des dommages gigantesques¹

par Christian Kreiss*



Christian Kreiss
(photo ef)

L'effarante ampleur de la consommation de médias sociaux

En octobre 2022 le ministère allemand de la santé a publié un rapport sur les conséquences de la crise sanitaire du Covid par rapport à la consommation de substances et de médias dits sociaux², d'où il ressort plusieurs faits particulièrement inquiétants. Par exemple, pendant la période du confinement, la consommation de médias sociaux des adolescents (14-17 ans) et des jeunes (18-21 ans) a connu en Allemagne une nette augmentation. Actuellement, elle est chez les jeunes, de cinq heures par jour lors d'un jour de semaine typique (jour d'école, jour de travail) et de près de sept heures lors des jours de congé. Sept heures. Soit pratiquement la moitié de la durée de la journée en état de veille. En 2015, ça n'atteignait pas tout à fait trois heures (166 minutes par jour).³

Environ 60 pour cent des adolescents et 57 pour cent des jeunes adultes font donc preuve d'«un comportement problématique sur Internet». Les filles sont plus touchées que les garçons: 67,7% des filles contre 50,5% des garçons, 63,6% des jeunes femmes contre 49,4% des jeunes hommes ont un comportement de quasi dépendance à Internet.

En bref, trois adolescents sur cinq en Allemagne, âgés de 14 à 17 ans, partagent un «comportement problématique d'utilisation du Net». Quelles sont les conséquences de cette utilisation excessive et obsessionnelle d'Internet?

Usage quotidien des médias et dépression des pré-adolescents

Depuis 2015 environ, on a pu observer chez les filles une nette tendance à la détérioration de la santé mentale et émotionnelle, entraînant une forte hausse des suicides et des automutilations. Les statistiques parlent d'elles-mêmes: dès 2010, selon *The Economist*, sur onze pays, on a pu noter une hausse de 143% des hospitalisations d'adolescentes pour automutilation, tandis que chez les garçons 49%. La principale raison invoquée en est la forte aggravation du recours aux médias sociaux, notamment *Instagram*. Les garçons s'intéressent davantage aux jeux vidéo et moins aux «médias sociaux, générateurs de dépression», les smartphones sont donc particulièrement dangereux pour les filles, car selon «l'Économiste», de nombreuses études ont montré que les médias sociaux pouvaient engendrer tristesse et anxiété chez les adolescents.⁴

Selon «The Guardian», qui se réfère début 2021 à une étude du *British Journal of Psychiatry*, en Grande-Bretagne, 7% de tous les enfants de moins de 17 ans a déjà tenté de se suicider et près d'un quart d'entre eux s'est automutilé au cours de l'année écoulée. Les filles sont particulièrement touchées. L'une des raisons invoquées est que «les médias sociaux peuvent être un environnement toxique».⁵

Au début de l'année 2022, la Chambre des Lords britannique a lancé une vaste enquête sur «le rôle des médias sociaux dans la mort d'en-

fants au Royaume-Uni, y compris les suicides, les mutilations volontaires et les meurtres», en raison de l'augmentation du nombre de suicides et d'automutilations chez les filles.⁶

La face cachée de Facebook, Instagram et Mark Zuckerberg

A partir de septembre 2021, le «Wall Street Journal» a publié une série d'articles d'une ampleur inhabituelle sur *Facebook*. Le journal avait obtenu des documents internes au groupe de médias, démontrant entre autres les effets très négatifs d'*Instagram* sur la santé mentale et psychique, en particulier chez les jeunes filles.⁷ Selon ces documents internes, *Facebook* et *Mark Zuckerberg* savaient par exemple que 32% des adolescentes, déjà mal dans leur peau auparavant, se sentaient encore moins bien après avoir utilisé *Instagram*. «Les comparaisons sur *Instagram* peuvent changer la façon dont les jeunes femmes appréhendent leur image.» De plus, *Facebook* semble avoir été parfaitement au courant de la dépendance provoquée par *Instagram* chez les jeunes.

Mark Zuckerberg et d'autres cadres de *Facebook* ont cependant toujours souligné le manque de fiabilité des recherches sur site, affirmant que *Facebook* était sans danger et au fond, plutôt bénéfique. Un sénateur américain a estimé que *Facebook* avait adopté le blueprint de *big tobacco* – appâter les adolescents avec des produits dangereux tout en cachant les résultats scientifiques au public. La professeure de psychologie américaine

«Face aux préoccupations croissantes dans le monde entier concernant la dépendance à Internet et d'autres désordres psychiques, telles la hausse des dépressions chez les adolescents, ou la perturbation des rapports sociaux par suite du recours excessif aux médias, plusieurs pays ont déjà pris des mesures pour protéger la santé mentale (mental health) de leurs enfants, selon le «Wall Street Journal».»

Jean Twenge explique dans ce contexte que croire à l'honnêteté d'une compagnie de tabac au sujet du lien entre tabagisme et cancer est aussi naïf que de croire que *Facebook* devrait être plus honnête sur le rapport existant entre *Instagram* et la dépression des adolescentes.

Le directeur de la Santé publique des États-Unis recommande l'abstention des médias sociaux avant 16 ans

Mi-juin 2023, le «Wall Street Journal» a publié un article intitulé «Pourquoi on ne devrait pas avoir accès aux médias sociaux avant l'âge de 16 ans. Un plaidoyer pour interdire *TikTok*, *Snapchat* et *Instagram* aux enfants et adolescents de moins de 16 ans».⁸ Etant donné que les dommages causés par les médias sociaux l'emportent sur leurs avantages et que les lois existantes protègent le marketing et la collecte de données et non la sécurité des enfants, le journal a recommandé, sur le modèle de la conduite automobile, de n'autoriser les enfants à utiliser les médias sociaux qu'à partir de 16 ans. Le journal économique s'est appuyé sur les déclarations du médecin *Vivek Murthy*.

Murthy est directeur du service de santé américain (*Surgeon General*) et refuse à ses propres enfants, âgés de 5 et 6 ans, l'accès aux médias sociaux avant 16 ans. Il a été scientifiquement prouvé, selon lui, que l'usage des médias sociaux à partir de 10 ans contribue à l'actuelle crise de santé mentale des jeunes («youth mental health crisis»). Murthy considère cette crise comme le plus grand défi actuel pour la santé publique. Les médecins et les politiciens s'accordent à dire qu'à 13 ans on est trop jeune pour risquer l'exposition et avoir l'usage des médias sociaux. Avant 16 ans, les jeunes sont beaucoup trop sensibles à l'éventuelle pression de leurs pairs, aux opinions et aux comparaisons. Le cerveau est encore bien trop vulnérable à ce stade précoce de son développement pour être exposé aux médias sociaux. Ces déclarations sont pourtant surprenantes chez un journal économique s'engageant pour un capitalisme aussi libéral que possible.

Effets de l'utilisation des médias sur les garçons

Les garçons utilisent parfois d'autres types de médias sociaux, d'autres jeux informatiques, et leurs réactions sont généralement différentes de celles des filles face à l'utilisation des médias. Alors que les garçons affichent davantage leur agressivité, les filles retournent cette même agressivité vers l'intérieur (auto-agressions). Les garçons, les adolescents et les jeunes hommes sont les utilisateurs majeurs des jeux de simulations de guerre et de meurtre comme *fortnite*⁹, *World of Warcraft*, *Call of Duty*¹⁰ etc.

Dès 2004, dans son film *Fahrenheit 9/11*, *Michael Moore* montrait comment, dans l'armée américaine, ces jeux étaient adaptés à la préparation militaire des recrues en temps de conflit. Ce genre de jeux de guerre est donc utilisé de manière ciblée par les supérieurs militaires pour provoquer l'insensibilité chez les jeunes gens et leur ôter toute empathie envers autrui, pour leur faire perdre toute compassion, pour qu'ils ne considèrent plus considérer les soldats en face d'eux comme des êtres humains mais comme des ennemis à éliminer. Du point de vue du soldat ou de la guerre, cela semble logique. Les soldats doivent tuer lors des missions de combat, la compassion et l'empathie sont donc un obstacle. Les soldats doivent être formés pour devenir des machines de combat. Ces jeux doivent leur faire perdre tout scrupule quant à tirer où à tuer.



ISBN 978-3-38400-4659

sport»¹¹ – c'est-à-dire de «sport» électronique – quand il s'agit en réalité de simulation guerrière ou meurtrière genre *Counter Strike* ou *fortnite* n'est qu'une habile manœuvre des lobbyistes et une véritable détournement de la vérité, qui en dit long sur nos normes morales, ou plutôt sur la double morale qui prévaut dans ce domaine. Selon les accords de coalition, l'actuel gouvernement fédéral rouge-vert-jaune allemand prévoit de conférer au sport électronique le caractère d'utilité publique¹² et donc de favoriser, par des privilèges fiscaux, des processus qui attaquent la santé morale de nos enfants.

Conséquences

En même temps que la santé s'affaiblit, on assiste à la baisse de la capacité de travail. Pour contrer ce déclin, il importe de consacrer des ressources accrues aux soins de santé, sous peine de voir baisser également notre puissance économique réelle et notre niveau de vie. Lorsque la morale et l'éthique déclinent, des contre-mécanismes se mettent en place pour provoquer de l'extérieur ce qui se désagrège de l'intérieur: au lieu de respecter intuitivement les normes et les règles, de se comporter de manière décente et honnête, on tente alors d'imposer des règles et des lois par le biais de la force policière, de la sécurité, des caméras de surveillance, etc. Tout cela entraîne une baisse réelle de notre prospérité en contrepoint de la hausse des activités improductives. Mais les dommages causés à l'ensemble de la société vont bien au-delà d'une stagnation ou d'une baisse de la puissance économique. Au vu des influences extrêmement néfastes auxquelles notre jeunesse est exposée depuis ces vingt dernières années, notamment par le biais des médias électroniques, il semble que nous nous dirigeons actuellement dans ce sens.

Contre-mesures

La Chine a présenté début août 2023 une nouvelle loi limitant considérablement pour les jeunes le temps passé sur les écrans,¹³ ce qui, selon le «Wall Street Journal», lui donnerait une longueur d'avance sur les autres pays.¹⁴

L'administration *Cyberspace* de Chine exigerait donc, à l'avenir, des fabricants d'appareils communicatifs qu'ils y introduisent des mécanismes limitant le temps d'utilisation, dans le but de «protéger la santé physique et mentale des jeunes». Le nouveau projet de loi autoriserait les enfants de moins de huit ans à utiliser des appareils mobiles pour un laps de temps maximum de 40 minutes par jour, et de deux heures pour les jeunes de 16 à 18 ans. En Chine, depuis 2021, les enfants de moins de 18 ans ne sont autorisés à jouer aux jeux vidéo que trois heures par semaine (!). La Chine a été l'un des premiers pays à obliger les fournisseurs d'applications à introduire un «mode jeunesse» limitant le temps d'écran et le type d'utilisation.¹⁵ Entre 22 heures et 6 heures, l'utilisation d'Internet doit être en

* Christian Kreiss, né en 1962, a passé son doctorat en économie politique et en histoire économique à la LMU de Munich. Neuf ans d'activité professionnelle en tant que banquier, dont sept ans en tant que banquier d'investissement. Depuis 2002, professeur d'économie d'entreprise, spécialisé dans l'investissement, le financement et l'économie politique. Auteurs de huit livres: *Gekaufte Wissenschaft* (2020); *Das Mephisto-Prinzip in unserer Wirtschaft* (2019); *BWL Blenden Wuchern Lamentieren* (2019, avec Heinz Siebenbrock); *Werbung nein danke* (2016); *Gekaufte Forschung* (2015); *Geplanter Verschleiß* (2014); *Profitwahn* (2013). Son dernier livre, «Das Ende des Wirtschaftswachstums. Die ökonomischen und sozialen Folgen mangelnder Ethik und Moral», est paru en août 2023. Trois invitations au Bundestag allemand en tant qu'expert indépendant (des partis «Die Grünen», «Die Linke», et «le SPD» (Social-démocrates). Nombreuses interviews à la télévision, à la radio et dans des magazines, conférences publiques et publications. Membre de *ver.di* et de *Christen für gerechte Wirtschaftsordnung* («Chrétiens pour un ordre économique juste»). Site Internet www.menschengerechewirtschaft.de

La guerre n'est pas un mal inné à l'humanité

par Eliane Perret, psychologue et pédagogue curative

Les récents événements au Proche-Orient ont effrayé de nombreuses personnes. Les rapports et les images sont difficiles à supporter et leur aménagement médiatique, dans le but d'inciter les grandes émotions, nous empêche d'appréhender les événements en gardant un reste de réflexion. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui nous devons nous rappeler le fait que chaque événement guerrier est accompagné de propagande visant à influencer une certaine opinion. Face à ces stratégies de manipulation, un vif désir s'empare de nous, accompagnant l'incontournable devoir d'accéder à des informations réelles sur les événements de guerre et leur contexte. Car il n'existe pas de raccourcis pour se forger un propre point de vue fondé et réfléchir à nos possibilités d'action de manière autonome. En le faisant sérieusement, le résultat est certain: la réflexion nous amènera au constat que les guerres ne sont pas des phénomènes «naturels», innés au genre humain, mais qu'elles font partie de la politique de pouvoir de certaines grandes puissances, que les conflits sous-jacents ont souvent une longue histoire et qu'elles sont préparées de longue date.



Un fantassin en deuil, dont un camarade est mort au combat, est réconforté par un autre soldat (Haktong-ni, Corée, 28/08/1950). La photo fait aujourd'hui partie de l'exposition permanente «The Family of Man» à Clervaux, Luxembourg. (photo Al Chang, Archives nationales)



ISBN - 978-3-96890-115-2

«Comment se fait-il que, dans une société civilisée, l'on donne de tels encouragements sadiques, à nos jeunes, en plein abus de leur système émotionnel? Dans quel but nos enfants et nos adolescents doivent-ils être abrutis? Pourquoi nos autorités ne mettent-elles pas tout en œuvre pour empêcher qu'elles apprennent à tortionner sans remords, par un enseignement efficace et des interdictions appropriées? Face à une telle destruction mentale, les réponses habituelles et lénifiantes de la plupart de nos «experts» sont mal placées!

Une réflexion approfondie s'impose

Les adultes doivent engager une réflexion approfondie sur la manière de promouvoir une réticence face aux tentatives de se faire instrumentaliser par la violence et la guerre chez les enfants et les jeunes. Le faisant, nous profitons du fait que la nature sociale de l'enfant est de notre côté. Nous nous trouvons tout de même face à une tâche d'envergure. Surtout aujourd'hui, avec la situation actuelle qui règne dans le monde! L'Unesco, sous-organisation onusienne pour le maintien de la culture humaine, avait déjà réalisé un valeureux travail préparatoire à l'époque, ciblée sur l'impression destructive des atrocités causées par la Seconde Guerre mondiale. Elle a donc stipulé dans le préambule de sa Convention: «Les gouvernements des États parties à la présente Constitution, au nom de leurs peuples, déclarent, [...] que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix», et encore ils y déclarent «que la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine et par la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes [...]».

Toute l'humanité est défiée

Ce que l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) a retenu à l'époque est toujours valable aujourd'hui, et cela est d'autant plus urgent dans la situation mondiale actuelle, tout comme le droit international, le droit international humanitaire et le droit de la guerre, qui ont également vu le jour suite aux terribles conséquences de la Seconde guerre mondiale. Nous avons le devoir de reprendre ce travail préparatoire, de le poursuivre et de transmettre cet héritage à la génération suivante. Il est d'autant plus urgent de nommer et de repousser les processus destructeurs qui font obstacle et de corriger les évolutions erronées, afin que nos enfants et nos jeunes puissent devenir des personnalités saines et mûres, capables de dire non à toute violence et à toute guerre et de consacrer leur énergie au désir de paix profondément enraciné chez les hommes. Nous avons là une tâche importante à accomplir, car la guerre n'est pas un mal nécessaire à l'humanité!

¹ Die Welt. «Drücken Sie (V), um Ihren Kontrahenten zu erlösen»; publié le 3/10/06. <https://www.welt.de/wirtschaft/webwelt/article157064/Druecken-Sie-V-um-Ihren-Kontrahenten-zu-erloesen.html>
² https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1949/334_334_338/fr

sentée comme «normale»; un coupable est (trop) vite trouvé et des images deshumanisantes voire diabolisées de l'ennemi dominent l'espace public.

Assassiner et tuer – un divertissement ?

La jeune génération est touchée par un autre phénomène aussi inquiétant. Dans nos sociétés, ils sont nombreux, les enfants et adolescents à manquer désespérément de soutien émotionnel et d'encouragement dans leur famille, de «bons esprits» qui leur permettent de mieux affronter psychiquement les défis de la vie moderne. Ce manque s'aggrave avec nos écoles qui négligent de plus en plus leur raison d'être principalement sociales et de contribuer à former les enfants pour qu'ils deviennent des personnalités mûres, capables d'assumer leurs responsabilités dans la société, avec compassion et une éducation digne de ce nom.

Ce sont eux, faussement appelés «les natifs du numérique», qui risquent de se perdre dans la jungle médiatique. Au cours de leurs «aventures» d'«internautes» du numérique, ils sont souvent et soudainement confrontés à des contenus pervers et brutaux. De nombreux jeux informatiques – conçus à l'origine pour per-

mettre aux soldats de surmonter leur inhibition naturelle à tuer – prônent le meurtre et l'assassinat comme forme de divertissement et de compétition (source de gains considérables pour toute une industrie) – malgré les avertissements de scientifiques de renom qui sont conscients de leurs responsabilités et qui expliquent à tous ceux qui ne bouchent pas leurs oreilles qu'un tel entraînement à tuer aura un effet abrutissant sur l'esprit de nos enfants et adolescents.

Qui veut abrutir nos enfants et dans quel but?

Prenons par exemple le jeu informatique «Le Parrain», disponible depuis longtemps dans le commerce. Bien qu'il ne soit officiellement autorisé qu'à partir de dix-huit ans, beaucoup d'enfants plus jeunes y jouent. Pour avoir les meilleurs résultats dans ce jeu, les instructions leur indiquent: «Une fois votre victime rendue sans défense, vous pourrez lui donner une petite – ou une grande – raclée. Si vous vous trouvez à côté d'un adversaire blessé, l'avis «l'achève» apparaît parfois. Dans ce cas, appuyez sur <V> ou sur la touche <8> pour délivrer votre adversaire. Appuyez sur <X> ou pressez les sticks analogiques à gauche et à droite pour étrangler

«Après les terribles guerres du siècle dernier, notre monde n'a pas connu de répit, mais a continué, et même augmenté le ravage par des guerres qui font des millions de morts et dont, souvent, seuls les contemporains bien informés et intéressés ont pris connaissance. Dans les actualités-divertissement devenues habituelles, la guerre est présentée comme «normale»; un coupable est (trop) vite trouvé et des images deshumanisantes voire diabolisées de l'ennemi dominent l'espace public.»

«Les médias sociaux ...»

suite de la page 7

grande partie bloquée pour les mineurs. En 2021, l'autorisation de nouveaux jeux vidéo avait été gelée pendant neuf mois.¹⁶

Face aux préoccupations croissantes dans le monde entier concernant la dépendance à Internet et d'autres désordres psychiques, telles la hausse des dépressions chez les adolescents, ou la perturbation des rapports sociaux par suite du recours excessif aux médias, plusieurs pays ont déjà pris des mesures pour protéger la santé mentale (*mental health*) de leurs enfants, selon le «Wall Street Journal». Aux États-Unis, le gouverneur de l'Utah a adopté, en mars 2023, une loi interdisant aux enfants de moins de 18 ans d'utiliser des plates-formes de médias sociaux sans autorisation parentale. La France a introduit, en juin 2023, une loi selon laquelle *tiktok*, *Instagram* et d'autres plates-formes ne peuvent être utilisées par les moins de 15 ans qu'avec le consentement écrit de leurs parents.¹⁷

Il s'agit là, selon moi, de premières mesures prometteuses pour protéger la santé mentale et émotionnelle de nos enfants contre

l'attaque frontale des groupes médias qui ne voient que la maximalisation de leurs profits.

¹ L'article comprend une sélection d'extraits sur les réflexions et faits majeurs exposés dans mon livre récent, paru en août 2023, intitulé *Das Ende des Wirtschaftswachstums . Die sozialen und ökonomischen Folgen mangelnder Ethik und Moral*, tredition, Hambourg
² https://www.bundesgesundheitsministerium.de/fileadmin/Dateien/5_Publikationen/Drogen_und_Sucht/Berichte/Abschlussbericht/ACoSuM_Abschlussbericht_bf.pdf
³ https://www.drogenbeauftragte.de/fileadmin/dateien-dba/Drogenbeauftragte/Drogen_und_Suchtbericht/pdf/DSB-2018.pdf
⁴ *Economist* du 03/05/2023: <https://www.economist.com/graphic-detail/2023/05/03/suicide-rates-for-girls-are-rising-are-smartphones-to-blame>
⁵ <https://www.theguardian.com/society/2021/feb/21/uk-17-year-olds-mental-health-crisis>
⁶ <https://lordslibrary.parliament.uk/social-media-potential-harm-to-children/>
⁷ <https://www.wsj.com/articles/the-facebook-files-11631713039>
⁸ <https://www.wsj.com/articles/the-case-for-banning-tiktok-snapchat-and-instagram-for-kids-under-16-37f63180>, consulté le 13/06/2023

⁹ Le taux d'utilisatrices féminines de fortnite est de 28 %: <https://cybercrew.uk/blog/how-many-people-play-fortnite/>

¹⁰ https://www.reddit.com/r/Games/comments/2xancg/gender_and_computer_game_players_who_seems_to/: «80 per cent of gamers who play Call of Duty are male (with those aged 15 to 19 accounting for 20 per cent of all players). And, despite the age restrictions, one in five of all players (21 per cent) are aged 10 to 14.»

¹¹ <https://de.wikipedia.org/wiki/E-Sport>

¹² https://www.iwd.de/artikel/e-sport-begeistert-millionen-556635/?gclid=CjwKCAjw-vmkBhBMEiwAlrMeF2s3sbEYfBr4mj9sH0pEA7RPEhy5A0JE-F4LIeessdKmlXqXLbupBoCPnEQAvD_BwE
¹³ <https://www.faz.net/pro/d-economy/china-will-handy-nutzung-fuer-kinder-und-jugendliche-stark-begrenzen-19076280.html>

¹⁴ Wall Street Journal du 04/08/2023: «China Pleases Parents With Plan to Limit Kids' Smartphone Use – Policy would limit time and content by age, on top of videogame restrictions», <https://www.wsj.com/articles/china-set-to-impose-mobile-device-limits-for-minors-c547cac5>

¹⁵ *Ib.*

¹⁶ <https://www.stern.de/panorama/china-will-smartphone-nutzung-von-kindern-beschaenken---und-fuehrt-ein-internet-verbot-ein-33707208.html>

¹⁷ Wall Street Journal 04/08/23: <https://www.wsj.com/articles/china-set-to-impose-mobile-device-limits-for-minors-c547cac5>